

**PROPOSITION DE COMMUNICATION EN VUE DE L'APPEL A PROJET
ÉCONOMIE POLITIQUE ET DÉMOCRATIE**

DUBOIS Jean-Etienne

Agrégé d'histoire

Docteur en histoire

ATER à l'Université Blaise-Pascal-Clermont II

Contacts :

- adresse postale : 22 rue Etienne Dolet 63000 CLERMONT-FERRAND

- adresses mail : personnelle : jeanetdubois@yahoo.fr

 professionnelle : j-etienne.dubois@univ-bpclermont.fr

- téléphone : 06 85 99 28 27

L'expertise économique entre délégation de souveraineté et instrumentalisation politique. L'exemple du « Comité des experts » au secours du franc en 1926.

Comme la plupart des pays belligérants, la France connut, au lendemain de la Grande guerre, une crise de trésorerie et des changes. L'augmentation de la circulation monétaire, pendant le conflit pour le financer, et en temps de paix pour assurer la reconstruction, entretenait une spirale inflationniste entraînant une dépréciation de la valeur du franc, après l'abandon de son cours forcé en 1919. La crise de trésorerie fut particulièrement sensible à partir de 1925, quand commencèrent à arriver à échéance les emprunts de la Défense nationale à dix ans souscrits pendant le temps de guerre. Depuis 1924, les radicaux et les socialistes formaient une majorité parlementaire, le Cartel des gauches, solide sur les enjeux politiques et les questions de laïcité, mais divisée sur les questions financières. En l'absence d'un plan d'assainissement cohérent, les sept gouvernements qui se succédèrent d'avril 1925 à juillet 1926, dans un contexte de forte instabilité ministérielle, relevaient les plafonds de circulation monétaire pour éviter que l'État ne fasse banqueroute et ne soit plus en mesure d'honorer sa signature auprès des prêteurs nationaux. Si les vertus macroéconomiques de cette politique inflationniste arrangeante furent démontrées depuis, permettant à l'État de rembourser ses dettes libellées en francs à moindre coût¹, elles provoquèrent à l'époque une profonde crise de confiance envers sa solvabilité, et allaient à l'encontre du consensus qui existait en faveur d'une revalorisation progressive du franc à son cours de 1913, à l'image des efforts entrepris en ce sens par les gouvernements britanniques². *A contrario*, l'hyperinflation et la banqueroute allemandes de 1923 étaient dans tous les esprits et constituaient un repoussoir absolu.

En mai 1926, alors qu'un budget légèrement excédentaire venait d'être voté, devant permettre une détente sur le marché des changes et un retour de la confiance envers la capacité du gouvernement français à honorer ses dettes, la chute du cours du franc s'accéléra au contraire³. Le président du Conseil, Aristide Briand, décida alors de créer un comité d'experts censé dresser un tableau des causes de cette détérioration de la situation monétaire

¹ ASSELAIN Jean-Charles, BLANCHETON Bertrand, BORDES Christian, et SENEGAS Marc-Alexandre : « L'inflation française de 1922-1926, hasards et coïncidences d'un *policy-mix* : les enseignements de la FTPL » (<http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/articles/JCAsselainBBCBMAS.PDF>).

² Les débats entre revalorisateurs et stabilisateurs sont étudiés dans BLANCHETON Bertrand, *Le Pape et l'empereur. La Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1914-1928)*, Paris, Albin Michel, 2001.

³ En avril 1925, au moment de la chute du premier gouvernement Herriot, il fallait 93 francs pour une livre sterling ; huit mois plus tard, en décembre 1925, il en fallait 130 ; quatre mois plus tard, le 16 avril 1926, il fallait 144 francs ; un mois plus tard, le 15 mai, 160 francs ; et quatre jours plus tard, le 19 mai, 172 francs.

et proposer au gouvernement un ensemble de mesures pour y remédier. Mais sa composition était loin d'être consensuelle. La gauche socialiste et communiste et une partie des radicaux dénoncèrent un comité aux ordres du grand capital, illégitime à prescrire au gouvernement français la politique qu'il devait mener. Ce comité fut stigmatisé, *a posteriori*, comme un des acteurs du « mur d'argent » contre lequel la volonté politique démocratiquement exprimée par les urnes en mai 1924 se brisa en juillet 1926, avec le retour de Raymond Poincaré au pouvoir à la tête d'un gouvernement d'union nationale excluant les socialistes, et mettant définitivement fin à la majorité radicale et socialiste du Cartel des gauches⁴.

Nous nous proposons d'interroger, à travers la création et le travail fourni par ce « comité d'expert » en 1926, les rapports circulaires entre expertise économique et sphère politique. Sur quels critères s'est effectué le choix de ses membres ? Par quelles procédures fut-il institué légalement au sein de la sphère politique ? Quel était son cahier des charges ? Comment et combien de temps travailla-t-il ? Quelles furent ses conclusions et dans quelle mesure celles-ci furent-elles reprises par les décideurs politiques ? Enfin, quels débats cette forme de délégation de pouvoir, alors exceptionnelle, suscita-t-elle dans un champ politique clivé entre partisans d'une efficacité gouvernementale technocratique et défenseurs des procédures légitimes de décisions démocratiques ?

La création de ce comité révélait de nombreuses tensions et interrogations sur les nouveaux périmètres de l'intervention publique, sur la pertinence des outils de prise de décision de l'État, dont le champ d'action socio-économique s'était considérablement élargi depuis le temps de guerre, et alors qu'il paraissait impossible que le retour à la paix s'accompagnât d'un retour à l'avant-guerre. Ces réflexions sur les nouvelles pratiques de gouvernement, instaurant un nouveau rapport à l'expertise, témoignaient d'un « esprit des années Vingt »⁵, encore en friche dans l'historiographie. Le primat des questions économiques à partir des années 1925-1926 mit au devant de la prise de décision politique la figure experte de l'économiste, conseiller indispensable d'une classe politique largement incompetente, par sa formation, sur ces questions. Pourtant, le champ politique gardait ses logiques et équilibres propres, et les préconisations du comité d'experts furent diversement prises en compte par les gouvernements en fonction d'une conjoncture parlementaire hautement volatile. Relations circulaires donc, où le politique, malgré les délégations limitées de souveraineté qu'il opérait, gardait *in fine* le dernier mot et son autonomie.

⁴ MONTIGNY Jean et KAYSER Jacques, *Le Drame financier. Les responsables*, Paris, Comité exécutif du parti radical, 1928

⁵ BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations (1914-1929)*, Paris, le Seuil, coll° « Nouvelle histoire de la France contemporaine », n°12, 1990, p.390

Bibliographie indicative

- ASSELAIN Jean-Charles, BLANCHETON Bertrand, BORDES Christian, et SENEGAS Marc-Alexandre : « L'inflation française de 1922-1926, hasards et coïncidences d'un *policy-mix* : les enseignements de la FTPL » (<http://sceco.univ-poitiers.fr/franc-euro/articles/JCAsselainBBCBMAS.PDF>)
- BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations (1914-1929)*, Paris, le Seuil, coll° « Nouvelle histoire de la France contemporaine », n°12, 1990
- BLANCHETON Bertrand, *Le Pape et l'empereur. La Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1914-1928)*, Paris, Albin Michel, 2001
- BONIN Hubert, *L'argent en France depuis 1880, banquiers, financiers, épargnants dans la vie économique et politique*, Paris, Masson, 1989
- MOURE Kenneth, *La politique du franc Poincaré (1926-1936)*, Paris, Albin Michel, 1998
- SAUVY Alfred, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, t.I, 1918-1931, Paris, Fayard, 1965

CV

DUBOIS Jean-Etienne

Né le 28 avril 1982

- **Formation et diplômes :**

2008 : Master 2 recherche d'Histoire sous la direction de Mathias BERNARD : « Les mobilisations de droite contre le Cartel des gauches », mention Très bien

2013 : Doctorat d'histoire contemporaine

Leçon d'histoire pour les droites dans l'opposition ? Les mobilisations de droite contre le Cartel des gauches dans la France des années Vingt, thèse dirigée par Mathias BERNARD (Université Blaise Pascal)

Membres du jury : Olivier DARD (Université de la Sorbonne, Paris IV), Bernard LACHAISE (Université Michel de Montaigne, Bordeaux III), Jean-Philippe LUIS (Université Blaise Pascal), Frédéric MONIER (Université d'Avignon)

Mention : *très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité*

- **Recherches et publications :**

ARTICLES DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS :

- « Le Puy-de-Dôme, terre de mission pour les modérés du Puy-de-Dôme », in DUBASQUE François et KOCHER-MARBOEUF Eric (dir.), *Les enjeux politiques de l'ancrage territorial*, à paraître aux PUR en avril 2014.

- « La rue parisienne à la reconquête de la souveraineté nationale ? Cortèges, violences et politique à Paris en janvier et février 1934 », in CARON Jean-Claude (dir.), *Paris, l'insurrection capitale. L'insurrection à Paris et sa résolution du Moyen Âge à nos jours*, à paraître (PUR 2014)

ARTICLES DANS DES REVUES SANS COMITÉ DE LECTURE, RAPPORTS DE RECHERCHES :

- « De l'anticartellisme à l'antiparlementarisme dans la France des années vingt. Appropriations, mutations et diffusion d'un discours critique contre le régime parlementaire par la droite de 1924 à 1926 », *Siècles*, n°32, 2010 (numéro élaboré en 2012, daté rétroactivement en 2010)

- Compte-rendu du colloque « Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XXe siècle : regards croisés sur le Puy-de-Dôme et la France », tenu à Clermont-Ferrand du 12 au 14 décembre 2012, pour *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°119, juillet-septembre 2013

- Compte-rendu de LUCAS Charles-Albert et PASCALLON Pierre, *Albert-Buisson, un destin au XX^e siècle (1881-1961). Essai sur une prodigieuse réussite sociale française*, Paris, L'Harmattan, « Graveurs de Mémoire », 2012, 476p., 29€, pour *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, à paraître

VALORISATION DE LA RECHERCHE, DIFFUSION SCIENTIFIQUE :

CHASSAING Jean-Paul, DUBOIS Jean-Etienne, MELIN Noémie, *Dr Eugène Chassaing, 1876-1968, de la médecine à l'engagement politique*, exposition du 17 septembre au 6 novembre 2010, Livrets des expos : n° 8, Conseil général du Puy-de-Dôme, 2010

L'expertise économique entre délégation de souveraineté et instrumentalisation politique. L'exemple du « Comité des experts » au secours du franc en 1926.

Résumé

Le 25 mai 1926, Aristide Briand, alors président du Conseil français, décide la constitution d'un « comité d'experts » chargé à la fois de diagnostiquer les raisons de la crise des changes qui affecte à la baisse le cours franc, et de proposer au gouvernement des mesures pour y remédier. Dénoncé par une partie de la gauche, en raison de sa composition, comme une incarnation du grand capital, cette initiative politique suscita de nombreux débats quant à son opportunité et sa légitimité politique. Le primat des questions économiques à partir des années 1925-1926 mit au devant de la prise de décision politique la figure experte de l'économiste, conseiller indispensable d'une classe politique largement incompétente, par sa formation, sur ces questions. Cet épisode du « comité d'experts » est révélateur des évolutions alors en cours entre champ politique et champ de l'expertise économique.

Mots-clés : expertise économique, souveraineté, démocratie, « mur d'argent », esprit des années Vingt

Economic expertise, from sovereignty dedication to political exploitation. The “Comité des experts” and the monetary crisis of the franc in 1926

Abstract

On May 25, 1926, Aristide Briand, the Prime Minister of France, decided to gather a panel of economic experts to help his government to take efficient decisions to resolve the increasing monetary crisis. This committee was criticized by most of the left as an incarnation of the capitalist class, and there were many debates on the political legitimacy of such an organization. From the years 1925-1926, the economic questions were central in the political French life, and aroused new relationships between the figure of the economic expert and a political class, mostly incompetent on economic subjects. The historical episode of this “Committee of economic experts” is very instructive about these evolutions.

Key words : economic expertise, sovereignty, democracy, “money wall”, intellectual climate of the Twenties